

National Report on the implementation of the Programme of Action on small arms and light weapons (PoA) and the International Tracing Instrument (ITI)

Bénin
French
SUBMITTED

Chapitre 1 : Structure de coordination nationale

Sources	Question	Oui	Non	En cours de réalisation
Organe/mécanisme national de coordination				
Programme d'action II.4	1.1 Votre pays a-t-il créé un organe ou un mécanisme national de coordination ou un autre organe dont les tâches essentielles incluent le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2] a) Nonm de l'organe ou du mécanisme: Commission nationale de Lutte contre La Prolifération des Armes Légères (CNLCPAL) b) Adresse: Cabinet Militaire 01 BP 2028 Presidence de la Republique c) Coordonnées: [M./Mme] □□ i) Point de contact Colonel Bertin BADA ii) Numéro(s) de téléphone +22921300228 iii) Adresse électronique bertinbada@yahoo.fr d) Composition i) Nombre d'hommes 24 ii) Nonmbre de femmes 02	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de contact au niveau national				
Programme d'action II.5 et 24	1.2 Votre pays a-t-il désigné un point de contact au niveau national chargé de faire la liaison pour les questions liées à l'application du Programme d'action ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2.3] 1.2.1 Coordonnées: [M./Mme.] □□ a) Nonm Gabin CHAHOUNKA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

b) Institution ou organisme

[Commission Nationale de Lutte Contre La Prolifération des Armes Légères \(CNLCPAL\)](#)

c) Adresse

[Cabinet Militaire 01 BP 2028 Presidence de la Republique](#)

d) Numéro(s) de téléphone

[+229 97331397](#)

e) Adresse électronique

ggchak@yahoo.fr

Instrument de traçage 25	1.2.2 Le point de contact au niveau national désigné ci-dessus est-il aussi chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 25	1.2.3 Si la réponse à la question 1.2.2 est «Nonn», votre pays dispose-t-il d'un point de contact chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans l'affirmative, veuillez préciser:

[M./Mme.]

a) Nonm

b) Institution ou organisme

c) Adresse

d) Numéro(s) de téléphone

e) Adresse électronique

Plan d'action national

Document final RevCon3 II.A.5.60	1.3 Votre pays dispose-t-il d'un plan d'action national sur les ALPC? [Dans l'affirmative, joindre ce plan en pièce jointe – télécharger]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	---	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

Objectifs nationaux

	1.4 Votre pays a-t-il fixé des objectifs nationaux concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage? [Exemples d'objectifs nationaux]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	---	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

1.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser

- Marquage des armes; - renforcement des contrôles frontaliers; - recensement et destruction des armes obsolètes

Année cible

2021

Chapitre 2 : Fabrication

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
	2.1 Des ALPC sont-elles fabriquées dans votre pays ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.2	2.1.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.1.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.1.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent la fabrication d'ALPC dans votre pays. - Loi N°, 2019 - 07 du 14 janvier 2020 fixant le régime des armes, munitions et autres matériels connexes au Bénin. - Code pénal en République du Bénin		
	2.1.1.2 Votre pays autorise-t-il la fabrication d'ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.3	2.1.1.3 La fabrication illégale d'ALPC est-elle érigée en infraction pénale dans votre pays ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage lors de la fabrication			
Programme d'action II.7 ; Instrument de traçage 8a	2.2 Votre pays exige-t-il qu'un marquage soit appliqué sur les ALPC au moment de leur fabrication ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.3]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8a	2.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?		
	a) Nonm du fabricant	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Pays de fabrication	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Année de fabrication	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Type/modèle d'arme	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Autres renseignements	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
	Unité d'appartenance de l'arme		
Instrument de traçage 10	2.2.2 Sur quelle partie de l'arme le marquage est-il appliqué ? - Boîte de culasse - Canon		
	2.2.3 Y a-t-il des exceptions à l'obligation de marquage des ALPC au moment de leur fabrication ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	2.2.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :		

Tenue des registres par les fabricants

Programme d'action II.9;			
Instrument de traçage 11	2.3 Votre pays exige-t-il des fabricants qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.4.4]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 12a	2.3.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Quantité d'ALPC fabriquées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Type ou modèle d'ALPC fabriqué	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Marquage appliqué aux ALPC fabriquées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Opérations (par exemple: vente d'ALPC fabriquées et marquées)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Autres :	<input checked="" type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
	Renseignements sur l'acheteur et les acquéreurs		
Instrument de traçage 12a	2.3.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de fabrication ?		
	Indéfiniment		
	[Veuillez préciser]		

Mesures prises pendant la période considérée

Programme d'action II.6	2.4 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui fabriquent illégalement des ALPC (ex: fabrication artisanale par exemple)? Dans la négative, veuillez passer à la question 2.5]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (ex: lancement de poursuites)		
	Des actions de sensibilisation ont été menées en ce qui concerne les dispositions de la loi sur le régime des armes au Bénin		

Assistance internationale

Programme d'action III.6	2.5 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives concernant la fabrication d'ALPC? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.1]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	2.5.1 Dans l'affirmative, de quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	Dans le cadre d'une bonne surveillance des frontières terrestres, du port et de l'aéroport du Bénin, la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères serait beaucoup plus efficace dans sa mission si elle disposait des portiques, des détecteurs de métaux à main, des scanners. De même, il urge de soutenir le financement et l'encadrement dans le cadre de la formation des fabricants artisanaux d'armes en vue du marquage et de la traçabilité des armes fabriquées.		
	L'appui des structures partenaires est également nécessaire dans le cadre de la formation des membres des ONG, du RASALEB et autres structures intervenant dans ce domaine.		

2.5.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 3 : Transferts internationaux

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.2 et 12	3.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II. 11	3.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC La LOI N° 2019-07 du 14 janvier 2020 sur le régime des armes , munitions et autres matériels connexes au Bénin toutes les dispositions relatives au transfert d 'armes sont subordonnées aux autorisations du ministère de l'intérieur .		
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.2 Une personne ou une entité qui transfère des ALPC doit-elle être munie d'une licence ou de toute autre autorisation pour les importer ou les exporter ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.3	3.3 Le commerce d'ALPC sans licence ou sans autorisation, ou d'une manière contrevenant aux termes d'une licence ou d'une autorisation constitue-t-il une infraction pénale dans votre pays ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.4 Quels documents votre pays exige-t-il pour autoriser l'exportation d'ALPC vers un autre pays ?		
Programme d'action II.12	a) Un certificat d'utilisation finale du pays importateur [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.4 b]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	i) Quels éléments figurent sur le certificat d'utilisation finale de votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)		
	1) Description détaillée (type, quantité, caractéristiques) des ALPC ou de la techNonlogie	<input checked="" type="checkbox"/>	
	2) Numéro de contrat ou référence et date de la commande	<input checked="" type="checkbox"/>	
	3) Pays de destination finale	<input checked="" type="checkbox"/>	
	4) Description de l'utilisation finale des ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	5) Renseignements sur l'exportateur (Nom, adresse et Nom de l'entreprise)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	6) Renseignements sur l'utilisateur final (Nom, titre, adresse et signature originale)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	7) Renseignements sur d'autres parties participant à l'opération	<input checked="" type="checkbox"/>	
	8) Authentification de l'utilisateur final par les autorités publiques compétentes	<input checked="" type="checkbox"/>	
	9) Date d'émission	<input checked="" type="checkbox"/>	

10) Autres renseignements :

[Veuillez préciser]

b) D'autres documents concernant l'utilisateur final:

[Une Autorisation d'exemption de l'application de l'article 3 de la convention de la CEDEAO sur les ALPC si le pays de destination finale est un pays membre de la CEDEAO.](#)

Octroi de licences ou d'autorisations

Programme
d'action II.12

3.5 Votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats d'utilisation finale ou autres documents concernant l'utilisateur final qui lui sont fournis ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.6]

3.5.1 Veuillez préciser:

[En cas de suspicion, et faute de matériels et dispositifs de contrôle appropriés, il est recouru à l'expertise de Interpol .](#)

Octroi de licences ou d'autorisations

3.6. Votre pays dispose-t-il de mesures visant à empêcher la réexportation non autorisée, la falsification et l'utilisation abusive de certificats d'utilisation finale ou d'autres types de documents concernant l'utilisateur final ?

Document
final BMS7,
par. 107

3.6.1. Dans l'affirmative, veuillez préciser (notamment les cas de réexportation non autorisée et de non-respect des certificats d'utilisateur final) :

Contrôles effectués après la livraison

3.7 Lorsqu'il exporte des ALPC, votre pays exige-t-il un certificat de vérification de livraison attestant que les ALPC ont été livrées à l'utilisateur final voulu ou à l'importateur voulu dans l'État importateur ?

Contrôles effectués après la livraison

3.8 Après l'exportation, votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats de vérification de livraison qui lui sont fournis ?

3.8.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

Contrôles effectués après la livraison

3.9 Lorsqu'il importe des armes, votre pays accorde-t-il au pays exportateur le droit d'effectuer un contrôle physique au point de livraison?

Marquage à l'importation

Instrument de
traçage 8b

3.10 Votre pays exige-t-il que les ALPC importées dans le pays soient marquées au moment de l'importation? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.11]

3.10.1 Qui est responsable du marquage des ALPC ?

[Le fabricant est responsable du marquage classique à l'usine.](#)

3.10.2 Quels sont les renseignements qui figurent sur le marquage à l'importation ? (Cochez les cases correspondantes)

- a) Pays importateur
- b) Année d'importation
- c) Autres renseignements :
- [Veuillez préciser]

[Logo du fabricant et numéro de série de l'arme](#)

3.10.3 Y-a-t-il des dérogations à l'obligation de marquage des ALPC ?

3.10.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

3.10.4 Si les ALPC importées ne portent pas de marquage distinctif à leur arrivée, votre pays exige-t-il que le marquage soit apposé à ce moment-là ?

3.10.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

[Un marquage de sécurité approuvé par la commission de la CEDEAO est ensuite appliqué après la livraison.](#)

Conservation des informations

Programme
d'action II.9 ;
Instrument 12

3.11 Votre pays exige-t-il des exportateurs et importateurs d'ALPC qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.12]

3.11.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)

- a) Quantité d'ALPC vendues
- b) Type ou modèle d'ALPC vendu
- c) Marquage figurant sur les ALPC transférées
- d) Opérations
- i) Identité du vendeur/de l'acheteur
- ii) Pays où les ALPC doivent être livrées ou achetées
- iii) Date de livraison
- e) Autres renseignements :
- [Veuillez préciser]

3.11.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de transfert ?

[Autre durée](#)

[Veuillez préciser]

[au moins 10 ans](#)

Détournement

Document final RevCon 3	3.12. Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à des transferts internationaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	3.12.1 Nombre de cas de détournement liés à des transferts internationaux		
Document final BMS7, par. 23 et 40	3.12.1.1. Veuillez préciser (ex : description des cas, notamment le nombre d'armes détournées ; systèmes nationaux d'échange d'informations interinstitutions) (Il est possible de télécharger des documents annexes au chapitre 10) :		
	Mesures prises pendant la période considérée		
Programme d'action II.6	3.13 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui transfèrent illégalement des ALPC (ex: des poursuites) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	3.13.1 Veuillez préciser: poursuites judiciaires engagées contre des trafiquants d 'ALPC auprès de la cours spéciale de répression des infractions économiques et du terrorisme.		
	Assistance internationale		
Document final BMS7, par. 106	3.14. Votre pays souhaite-t-il demander une aide pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives ou améliorer ses capacités d'évaluation des risques, afin d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.1]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	3.14.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin? Assistance technique et financière pour la formation et l'informatisation de la gestion des stocks et la création de bases de données.		
	3.14.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Chapitre 4 : Courtage

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.14	4.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives régissant le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent le courtage d'ALPC dans votre pays. Loi N° 2019-07 du 14 janvier 2020 sur le régime des armes, munitions et autres matériels connexes au Bénin.		
	4.1.2 Votre pays exige-t-il l'immatriculation des courtiers en ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.3 Votre pays exige-t-il la délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation pour toute opération de courtage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, par. 44	4.2. Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.2.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les activités suivantes celles qui sont réglementées quand elles sont entreprises en rapport avec des activités de courtage d'ALPC (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Servir d'intermédiaire ou d'agent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Fournir une assistance technique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Fournir des services de formation	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Fournir des services de transport	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Fournir des services de fret	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Fournir des services de stockage	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Fournir des services de financement	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Fournir des services d'assurance	<input checked="" type="checkbox"/>	
	i) Fournir des services d'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>	
	j) Fournir des services de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	k) Fournir d'autres services :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Mesures prises pendant la période considérée			
Document final RevCon3	4.3 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus se livrant au courtage illicite d'ALPC (ex: lancement de poursuites) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	4.3.1. Details: [if yes]		

II. A.1(c)20

Programme d'action III.6	4.4 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de lois, de règlements ou de procédures administratives sur le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.1]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	4.4.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	4.4.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 5 : Gestion des stocks

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.17	5.1. Votre pays dispose-t-il de Normes et procédures de gestion et de sécurisation des stocks d'ALPC détenus par l'armée, la police ou tout autre organe autorisé ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.17	5.1.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les points suivants ceux qui figurent dans ces Normes et procédures. (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Choix des sites	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Mesures physiques de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Contrôle de l'accès aux stocks	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Inventaire et tenue des registres	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Formation du personnel	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Sécurité, comptage et contrôle des ALPC détenues ou transportées par des unités opérationnelles ou du personnel autorisé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Procédures et sanctions en cas de perte ou de vol	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Autres :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.2 Lorsque des stocks sont considérés comme excédentaires, quelles mesures prend votre pays? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Il déclare officiellement l'excédent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Il met les armes hors service	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Il enregistre les type, lot et numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Il stocke les armes séparément	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Il prend d'autres mesures :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.3 Pour l'élimination des stocks en excédent, lesquelles des méthodes ci-après peuvent être utilisées ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Destruction	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Vente à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	c) Don à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	d) Transfert à un autre organisme d'État	<input checked="" type="checkbox"/>	

- e) Vente à des civils
- f) Vente ou transfert à des personnes morales (ex: musée, société privée de sécurité, etc.)
- g) Autres :
- [Veuillez préciser]

Détournement

- Document final RevCon 3 II.A.1(c)2
0
- 5.4 Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à la gestion des stocks nationaux ?
- 5.4.1 Nonmbre de cas de détournement liés à la gestion des stocks
- Document final BMS7, par. 23
- 5.4.1.1. Veuillez préciser (ex : description des cas, notamment le nombre d'armes détournées ; systèmes nationaux d'échange d'informations interinstitutions) (Il est possible de télécharger des documents annexes au chapitre 10) :

Mesures prises pendant la période considérée

- Programme d'action II.19
- 5.5 Pendant la période biennale considérée, votre pays a-t-il détruit des stocks en excédent ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.4]
- 5.5.1 Combien d'ALPC ont été détruites ?
- i) Première année de la période considérée (2020)
- 7297
- ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
- 2768
- Document final RevCon3 II. A.3(b)46
- 5.5.2 Avez-vous des exemples de pratiques optimales concernant la destruction (notamment sur les méthodes de destruction [brûler, fondre, couper, écraser, autres : veuillez préciser]) ?
- couper , brûlage pour les munitions d'ALPC

Assistance internationale

- Programme d'action II.29 ; III.6
- 5.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de normes et de procédures concernant la gestion des stocks ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.5]
- 5.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?
- Assistance technique et financière pour la construction de magasins d'armes modernes et sécurisés.
- 5.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ?

Assistance internationale

Programme d'action III.6 et 14	5.7. Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de destruction d'armes ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.7.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ? acquisition de machines de découpe et de destruction d'armes et formation du personnel.		
	5.7.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Chapitre 6 : Collecte

Sources	Question	Oui	Non
---------	----------	-----	-----

Collection

Document

final BMS7,
par. 83

6.1 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il collecté des ALPC? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.2]



6.1.1 Combien d'ALPC ont été collectées ? [Si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]



i) Première année de la période considérée (2020)

117

ii) Deuxième année de la période considérée (2021)

00

6.1.1.1 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC collectées ?

Année	6.1.1 ALPC collectées	
	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
6.1.1. ALPC collectées	117	00
6.1.1.1 Mesures prises		
a) Les armes ont été marquées	00	00
b) Les armes ont été inscrites au registre	117	00
c) Les armes ont été détruites	117	00
d) Une demande de traçage a été émise	00	00
e) Autres mesures : (veuillez préciser)]stockage et demande d'assistance pour destruction		
f) Aucune mesure n'a été prise (les armes ont seulement été stockées)	117	00

6.1.1.2 Si une ventilation plus détaillée des ALPC collectées est disponible, veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
a) Combien d'ALPC ont été saisies ?		
b) Combien d'ALPC ont été remises ?		
c) Combien d'ALPC ont été trouvées ?		

Document final BMS7, par. 83

6.1.1.3 Quelles mesures ont été prises pendant la période considérée concernant les ALPC saisies, remises ou trouvées pendant la période ? Veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	ALPC saisies		ALPC remises		ALPC trouvées	
	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)	i) Première année de la période considérée (2020)	ii) Deuxième année de la période considérée (2021)
6.1.1.2. ALPC saisies / remises / trouvées						
6.1.1.3 Action taken						
a) Marked						
b) Recorded						
c) Destroyed						
d) Trace request issued						
e) Other action: [specify]						
f) Non action taken (only stored)						

6.1.1.4 Précisions (par exemple, type d'armes) [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Assistance internationale

Programme d'action III.6

6.2 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de collecte d'ALPC illicites ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.1]



6.2.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

[construction de sites sécurisés de stockage](#)

6.2.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 7 : Marquage et conservation des informations

Sources	Question	Oui	Non
Marquage			
Instrument de traçage 8d	7.1 Votre pays prend-il des mesures pour s'assurer que toutes les ALPC dont disposent les forces armées et les forces de sécurité gouvernementales pour leur propre usage sont dûment marquées ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.2] 7.1.1 Veuillez décrire les marquages appliqués aux stocks détenus par l'État. Le marquage est de type alpha numérique et comprend le logo de la CEDEAO, code du Bénin, une lettre pour le type d'arme, un chiffre qui représente l'institution d'appartenance et un chiffre pour le numéro de l'arme.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8c	7.1.2 Au moment de leur transfert à des civils ou à des sociétés privées sur votre territoire, les stocks de l'État sont-ils marqués pour indiquer que c'est votre pays qui les a transférés ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage			
Instrument de traçage 8e	7.2 Votre pays encourage-t-il les fabricants d'ALPC à concevoir des dispositifs qui empêchent d'enlever ou d'altérer les marquages ? 7.2.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Marquage			
Document final BMS7, par. 93	7.3 Dans sa pratique du marquage, votre pays tient-il compte de l'évolution des techniques de fabrication, de la technologie et des techniques de conception des ALPC (par exemple, les armes modulaires, l'utilisation de nouveaux matériaux et l'impression en 3D) ? 7.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (Il est également possible de télécharger un document annexe au chapitre 10) :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Informations sur les pratiques nationales de marquage			
Instrument de traçage 31	7.4 En application du paragraphe 31 de l'Instrument international de traçage, les États fournissent les informations suivantes, qu'ils mettent à jour si besoin: a) pratiques nationales en matière de marquage, notamment les marques utilisées pour indiquer le pays de fabrication et/ou le pays d'importation, le cas échéant		
Document final RevCon3 III.E.20	Ces informations doivent être communiquées à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour qu'elle les incorpore dans ses bases de données (www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Databases).		
Conservation des informations			
Programme d'action II.9	7.5 Votre pays dispose-t-il de normes et procédures concernant la tenue de registres pour toutes les ALPC marquées présentes sur son territoire ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.6]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7.5.1 Quelles informations concernant les ALPC sont conservées par l'État (ex: fabrication, courtage, licences d'importation ou d'exportation octroyées, ventes à d'autres États, armes détenues par des organismes d'État comme les forces armées, etc.) ?

[Les bordereaux de livraison, les ordres de mutation des armes et les registres de quantité ainsi que les autorisations et les licences délivrées par le ministère de l'intérieur .](#)

Instrument de traçage 12a et b

7.5.2 Combien de temps le gouvernement conserve-t-il ces informations ? [Veuillez préciser]

[au moins 10 ans](#)

Instrument de traçage 13

7.5.3 Les sociétés qui cessent leurs activités (de fabrication, d'importation ou d'exportation d'ALPC) sont-elles tenues de transférer au gouvernement tous les registres qu'elles détiennent ?



Assistance internationale

Programme d'action III.6 : Instrument de traçage 27

7.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer ses capacités dans le domaine du marquage et/ou de la tenue de registres ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.1]



7.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

[Informatisation complète de la gestion des stocks et des bases de données. Kits additionnels de marquage.](#)

7.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 8 : Traçage international

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.10 ; Instrument de traçage 14 et 24 ; document final BMS7, par. 82	8.1 Votre pays dispose-t-il de procédures permettant de procéder au traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 25 et 31a	8.2 Quel est l'organisme public chargé de présenter une demande de traçage à un autre pays ?		
La commission Nationale et Interpol			
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 17	8.3 Quels renseignements l'organisme désigné fait-il figurer dans une demande de traçage ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Les circonstances dans lesquelles l'ALPC a été trouvée	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Les motifs pour lesquels l'ALPC est considérée comme illégale ou illicite	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) L'usage prévu des informations demandées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Tout marquage sur l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Le type et le calibre de l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Autres renseignements :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Technologies de traçage			
Document final RevCon3 III.F.25	8.4 Votre pays a-t-il utilisé des technologies pour améliorer le traçage des ALPC illicites ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Coopération avec INTERPOL			
Programme d'action II.37; Instrument de traçage 33	8.5 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il coopéré avec INTERPOL en matière de traçage des ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Assistance internationale			

Programme d'action III.9	8.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des procédures de traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 9.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.36 et III.6 ; Instrument de traçage 27	8.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin? Formation sur les outils internationaux de traçage.		
	8.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Chapitre 9 : Coopération et assistance internationales

Sources	Question	Oui	Non
	Assistance demandée, reçue ou fournie		
Programme d'action III.3 et 6 ; document final BMS7, par. 53 et 113	<p>9.1 Pendant la période considérée, outre l'assistance demandée ou reçue évoquée aux chapitres 2 à 8, votre pays a-t-il demandé, reçu ou fourni une assistance aux fins de l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 10.1]</p> <p>9.1.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser dans quels domaines (Cochez les cases correspondantes).</p> <p>a. Création ou désignation d'un mécanisme national de coordination ou d'un point de contact au niveau national, et plan d'action national</p> <p>a) Nature de l'assistance:</p> <p style="padding-left: 20px;">i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p style="padding-left: 20px;">ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance:</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:</p> <p>b. Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)</p> <p>a) Nature de l'assistance:</p> <p style="padding-left: 20px;">i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p style="padding-left: 20px;">ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance:</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

c. Renforcement des capacités et formation

Reçu

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

Formation des personnels des forces armées et de la police à la sécurité physique et la gestion des stocks (normes MOSAIC et IATG)

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

2 mois

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

MAG International

d. Application des lois

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

e. Douanes et frontières

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

f. Recherche

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

g. Questions relatives à la problématique femmes-hommes (femmes, hommes, filles et garçons)

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

h. Sensibilisation

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

i. Criminalité organisée, trafic de drogues et terrorisme

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

j. Autres :

Reçu

Veillez préciser:

[assistance pour la destruction des munitions obsolètes](#)

a) Nature de l'assistance:

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

[Reçu](#)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

[Reçu](#)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière):

[500,000 USD](#)

c) Description de l'activité liée à l'assistance:

[formation des personnels spécialistes](#)

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue:

[2 ans](#)

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance:

[MAG International](#)

Chapitre 10 : Informations relatives à la problématique femmes-hommes et informations complémentaires

Sources	Question	Oui	Non
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final RevCon3	10.1. Votre pays prend-il en considération la problématique femmes-hommes ? [Dans l'affirmative, cochez la case correspondante]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.1.1 Faire mieux comprendre les effets du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes et les hommes (formation, ateliers, analyse par sexe)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.74	10.1.2 Promouvoir la participation et la représentation réelles des femmes à la prise de décision et aux activités de planification et de mise en œuvre liés au Programme d'action, y compris leur participation aux commissions nationales sur les armes de petit calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BMS6.I.61	10.1.3 Envisager sérieusement d'accroître le financement des politiques et des programmes qui tiennent compte des différentes façons dont les armes légères et de petit calibre touchent les femmes, les hommes, les filles et les garçons.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.4 Intégrer la problématique femmes-hommes dans les activités de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.5 Mettre en commun les données d'expérience, les enseignements tirés et les pratiques optimales s'agissant de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les mesures et programmes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
II.A.5.65	10.1.6 Veiller à ce que les autorités nationales compétentes en matière d'armes de petit calibre travaillent en coordination avec celles chargées de l'égalité des sexes en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.7 Veiller à ce que les autorités nationales travaillent en coordination avec les groupes de femmes de la société civile en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.8. Others. Specify: Accroître le nombre de femmes dans la commission nationale		
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final BMS7, par. 74	10.2 Votre pays collecte-t-il des données ventilées par sexe, âge et handicap sur les ALPC ? 10.2.1 Détails :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Informations complémentaires - Principales difficultés rencontrées et possibilités offertes			
[ITI 31]	10.3 Avez-vous d'autres commentaires à faire sur le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, notamment sur les principales difficultés rencontrées et les possibilités offertes liées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument, ainsi que sur les lois, réglementations et procédures administratives nationales ?		

Le manque de moyens financiers et d'équipements constituent les principales difficultés de mise en œuvre du programme d'action et de son instrument international de traçage au plan national.

a) Détails :

Document
final BMS7,
par. 51, 53,
83, 78, 93,
106, 107

b) Veuillez télécharger ou joindre tous fichiers supplémentaires, comprenant ou concernant éventuellement : des avis concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ; un plan d'action national ; des propositions de projets ; une liste des projets exécutés et des contributions financières fournies); les mesures prises en vue de renforcer la confiance et de promouvoir la transparence; les progrès accomplis au regard de l'indicateur 16.4.2; des informations et des initiatives relatives au genre ; des données d'expérience nationales sur les progrès récents de la conception et de la fabrication des armes légères et de petit calibre et des technologies connexes; l'évaluation des risques dans les procédures de contrôle des exportations d'armes; la réexportation non autorisée et le non-respect de certificats d'utilisateur final

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/BEN/2022/419156/marquage%20des%20armes.jpeg>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/BEN/2022/419156/PAN%20Cnlcpal%20-%202020%20-%202024.docx>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/BEN/2022/419156/Loi%20r%C3%A9gime%20des%20armes%20au%20B%C3%A9nin.pdf>